

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS

à partir du 1^{er} de chaque mois
 France et Algérie : Un an... 25 fr.
 — Six mois... 14 fr.
 Etranger (U.-P.) : Un an... 32 fr.
 — Six mois... 18 fr.

Paraissant le Vendredi
 Rédacteur en chef : Edmond THÉRY
 PRIX DE CHAQUE NUMÉRO : France : 0 fr. 50 — Etranger : 0 fr. 60

Adresse télégraphique : Econopéen-Paris

INSERTIONS

Ligne anglaise de 5 centimètres
 Annonces en 7 points..... 2 50
 Réclames en 8 points..... 4
 Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission.

TÉLÉPHONE : Central 46-61

N° 1293. — 50^e volume (24)

Bureaux : 50, rue Sainte-Anne, Paris (2^e Arr^e)

Vendredi 15 Décembre 1916

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'Emission de l'Europe (En millions de francs)

DATES	Encaisse métallique		Circulation fiduciaire	PRINCIP. CHAPITRES			Taux de l'escopage
	Or	Argent		C/courri et dépôts particuliers	Portefeuille escopage	Avances s'valeurs mobilières	
1914 23 juillet...	4.104	610	6.912	1.933	1.541	739	3 1/2
1916 30 novemb...	5.046	314	16.120	1.917	2.000	1.346	5
1916 7 décemb...	5.055	311	16.298	1.953	1.909	1.350	5
1916 14 décemb...	5.066	308	16.384	2.022	1.922	1.348	5

FRANCE — Banque de France

1914 23 juillet...	4.104	610	6.912	1.933	1.541	739	3 1/2
1916 30 novemb...	5.046	314	16.120	1.917	2.000	1.346	5
1916 7 décemb...	5.055	311	16.298	1.953	1.909	1.350	5
1916 14 décemb...	5.066	308	16.384	2.022	1.922	1.348	5

ALLEMAGNE — Banque de l'Empire

1914 23 juillet...	1.696	418	2.364	1.180	939	63	4
1916 15 novemb...	3.146	20	8.973	4.916	10.289	17	5
1916 23 novemb...	3.148	20	8.909	5.217	10.480	13	5
1916 30 novemb...	3.148	21	9.167	4.577	10.095	16	5

ANGLETERRE — Banque d'Angleterre

1914 23 juillet...	1.004	»	733	1.055	841	»	3
1916 23 novemb...	1.410	»	923	2.735	2.466	»	6
1916 30 novemb...	1.401	»	941	2.732	2.607	»	6
1916 7 décemb...	1.399	»	946	2.724	2.669	»	6

DANEMARK — Banque Nationale

1914 31 juillet...	110	»	219	24	94	15	6
1916 31 aout...	226	6	349	86	63	24	5
1916 30 septemb...	218	6	376	95	79	25	5
1916 31 octobre...	210	4	394	72	109	24	5

ESPAGNE — Banque d'Espagne

1914 10 juillet...	543	730	1.919	498	446	170	4 1/2
1916 18 novemb...	1.204	743	2.329	732	446	285	4 1/2
1916 25 novemb...	1.201	746	2.317	736	442	285	4 1/2
1916 2 décemb...	1.208	745	2.323	710	436	293	4 1/2

HOLLANDE — Banque Néerlandaise

1914 25 juillet...	340	17	652	10	185	130	3 1/2
1916 11 novemb...	1.227	13	1.555	100	160	141	4 1/2
1916 18 novemb...	1.222	14	1.551	96	171	141	4 1/2
1916 25 novemb...	1.228	14	1.546	97	160	139	4 1/2

ITALIE — Banque d'Italie

1914 31 juillet...	1.105	89	3.086	245	586	115	5 1/2
1916 20 octobre...	921	74	3.654	800	529	190	5
1916 31 octobre...	918	73	3.692	786	523	203	5
1916 10 novemb...	907	73	3.709	781	506	215	5

ROUMANIE — Banque Nationale

1914 18 juillet...	154	1	414	14	237	47	5 1/2
1916 18 aout...	487	0	1.014	250	177	30	5
1916 2 septemb...	487	0	1.222	230	197	33	5
1916 23 septemb...	488	0	1.192	231	198	37	5

RUSSIE — Banque de l'Etat

1914 21 juillet...	4.270	197	4.358	698	1.049	518	5 1/2
1916 21 octobre...	4.149	277	20.586	3.850	14.777	1.414	6
1916 29 octobre...	4.157	285	20.920	3.957	15.004	1.384	6
1916 5 novemb...	4.151	293	21.160	4.184	16.744	1.460	6

SUÈDE — Banque Royale

1914 31 juillet...	146	8	320	109	236	11	5 1/2
1916 31 aout...	232	4	484	151	228	32	5
1916 30 septemb...	239	4	542	113	243	28	5
1916 31 octobre...	249	4	526	155	247	37	5

SUISSE — Banque Nationale

1914 23 juillet...	180	19	268	51	94	14	3 1/2
1916 23 novemb...	285	55	461	80	163	17	4 1/2
1916 30 novemb...	309	55	479	113	176	17	4 1/2
1916 7 décemb...	320	54	470	118	169	17	4 1/2

REVUE DES CHANGES ET CHRONIQUE MONÉTAIRE

Change de Paris sur (papier court)

	Pair	16 juillet	15 nov.	22 nov.	29 nov.	6 déc.	13 déc.
Londres	25.224	25.174	27.79	27.79	27.79	27.79	27.79
New-York	518.25	516	583.50	583.50	583.50	583.50	583.50
Espagne	500	482.75	599.50	599.50	603.50	625	621
Hollande	208.30	207.56	239	238.50	238	238	238
Italie	100	99.62	87.50	87	86.50	86.50	84.50
Pétrograd	266.67	263	173	175	172	169.4	169.4
Scandinavie	139	138.25	165.50	165	167	171	171
Suisse	100	100.03	112	112.50	113	114	116
Canada	518.25	518	583.50	583.50	583.50	583.50	583.50

Valeur en or à Paris de 100 unités-papier de monnaies étrangères

	Unités	16 juillet	14 nov.	21 nov.	28 nov.	5 déc.	12 déc.
Paris	25.224	25.184	27.79	27.79	27.80	27.80	27.80
New-York	4.86	4.87	4.76	4.76	4.76	4.76	4.76
Espagne	25.22	25.90	23.32	23.23	23.05	21.04	22.25
Hollande	12.109	12.125	11.63	11.62	11.68	11.67	11.65
Italie	25.22	25.268	31.87	31.80	32	32.17	32.85
Pétrograd	94.62	95.80	158.50	155	162.50	164.50	164.50

suise est également en hausse très notable. Après avoir varié entre 112 et 113 pendant tout le mois de novembre, il s'est raffermi ces jours derniers et a monté à 114 le 6 décembre, 114 1/2 le 7, 115 1/2 les 8 et 9, 116 1/2 le 11, 118 le 12 ; le 13 il a brusquement fléchi de deux points, à 116, mais il faut s'attendre à une nouvelle reprise, à moins d'une intervention énergique qui maîtrise le marché. Même mouvement dans les *devises scandinaves*. La *Suède* surtout a gagné 5 points entre le 7 et le 12 décembre, passant de 1.67 à 1.72 ; le 13 elle s'inscrit encore à 1.71 1/2. Le *Danemark* a gagné beaucoup moins : 1.57 1/2, contre 1.56 1/2 ; la *Norvège* est de trois points plus chère que le 6 décembre et cote, le 13, 1.64 au cours moyen. Le *florin hollandais* est seul à ne pas suivre le mouvement ascensionnel et se stabilise à 2.38 depuis déjà plusieurs semaines.

Nous sommes en présence d'une poussée de hausse nettement spéculative. Elle est due beaucoup moins à des causes économiques réelles qu'à des manipulations des agents de l'Allemagne sur certains marchés neutres. C'est dans l'ordre. Chaque fois que nos ennemis ont voulu faire une manifestation en faveur de la paix, elle a toujours été précédée d'une campagne d'affaiblissement financier des pays alliés et de manœuvres tendant à déprécier leurs changes. Nous pouvions nous attendre à ce qu'il en fût de même cette fois et à ce que les coups portés fussent d'autant plus rudes que la manifestation pacifique devait être plus théâtrale et plus pressante. Ce n'est pas par hasard qu'un certain nombre de banques espagnoles, suédoises et suisses, connues pour leurs rapports amicaux avec les établissements de Berlin ou de Francfort, ont dénoncé les crédits ouverts à des créanciers de la France, les forçant ainsi à rapatrier sans délai des actifs qu'ils conservaient chez nous en attendant une amélioration des cours du change. Peut-être n'avons-nous pas pris toutes les précautions qu'il eût été possible de prendre pour prévenir la manœuvre et la rendre inoffensive. Il eût fallu — nous ne cesserons de le répéter — se désintéresser un peu moins des pays neutres européens et ne pas perdre de vue qu'il y a une unité de change, par conséquent obligation de ne négliger aucun des points par lesquels l'aggravation de la crise était susceptible de s'introduire. Il eût fallu aussi surveiller plus étroitement les nationalités des intermédiaires qui opèrent sur notre place. Il est curieux de constater que certains noms à consonnance germanique se retrouvent toujours à la tête des grands mouvements de baisse des changes alliés. Après vingt-neuf mois de guerre, il ne serait pas inutile de procéder à une révision des permis de séjour.

En ce qui concerne le *change américain*, sur lequel nos ennemis ont exercé le maximum de pression, à la faveur du trouble créé par la Circulaire du Conseil de Réserve fédérale, dont nous avons parlé dans notre dernière chronique, la *Banque de France* a paré le coup avec une habileté et une vigueur de décision qui fait le plus grand honneur à la direction de cet établissement. En moins de trois ou quatre séances, elle a su dominer le désarroi et reprendre la maîtrise du marché ; de telle sorte que les cours, qui commençaient à se coter, hors bourse, au-dessus du cours moyen officiel, ont maintenant disparu.

Le *câble New-York* est maintenu à 5.83 1/2 et le *câble sur Londres* reste à 27.79. Le *dollar canadien* est au même niveau que le *dollar des Etats-Unis*. Il est intéressant de rappeler ce qu'a dit le ministre des Finances, au sujet de la stabilité de nos principaux changes, dans le discours qu'il a prononcé le 11 décembre, à la Chambre des députés, à l'occasion des débats sur les crédits provisoires : « Nous sommes parvenus jusqu'à ce jour à stabiliser le change et à suffire à nos paiements à

l'étranger, si considérables qu'ils soient. C'est là le point difficile de la tâche du ministre des Finances, parce que, aujourd'hui, les dépenses qu'on fait à l'étranger représentent une proportion très considérable de nos dépenses totales, plus du tiers. Néanmoins, au bout de ce vingt-neuvième mois, nous pouvons constater que nous avons maintenu le change. Nous l'avons stabilisé et c'est là un résultat qu'on eût pu croire impossible d'obtenir. Ce résultat nous l'avons obtenu avec l'aide de la Banque de France, avec le concours précieux de cette grande institution ». Tous les industriels et commerçants importateurs, qu'intéresse au plus haut point cette question de la stabilité du change, s'associeront, à l'hommage rendu par M. Ribot à notre grand établissement national.

Cours des changes de New-York sur :

	16	13	20	28	5	12
	juillet	nov.	nov.	nov.	déc.	déc.
	1914	1916	1916	1916	1916	1916
Paris	5.184	5.167	5.84 1/2	5.84 1/2	5.84 1/2	5.85
Londres	4.868	4.873	4.76 1/2	4.76 1/2	4.76 1/2	4.76 1/2
Berlin	95.37	95.06	69. 1/2	69. 1/2	67. 1/2	67. 1/2
Amsterdam	40.14	40. 1/2	40. 1/2	40. 1/2	40. 1/2	40. 1/2

Valeur en or à New-York de 100 unités-papier de monnaies étrangères

	16	13	20	28	5	12
	Unités	juillet	nov.	nov.	déc.	déc.
	1914	1916	1916	1916	1916	1916
Paris	100 fr.	100.27	88.67	88.67	88.45	88.45
Londres	400 liv.	100.19	97.91	97.91	97.91	97.91
Berlin	100 mk.	99.67	73 ..	72.41	70.51	69.85
Amsterdam	100 flor.	101.69	101.69	101.38	101.38	101.53

Changes sur Londres à

(Cours moyen du mercredi)

	15	21	28	5	12
	juillet	nov.	nov.	déc.	déc.
	1914	1916	1916	1916	1916

Valeurs à vue	97 21/32	97 3/8	97 3/8	97 3/8	97 3/8
Câble transfert					
Bombay	1.3 31/32	1 4 5/32	1.4 5/32	1.4 5/32	1.4 5/32
Calcutta	1.3 31/32	1.4 5/32	1.4 5/32	1.4 5/32	1.4 5/32
Hong-Kong	1.40 5/16	2.3 ..	2.3 5/8	2.3 7/8	2.4 ..
Shanghai	2.5 3/4	3 3 3/4	3.5 1/4	3.6 ..	3.6 ..

Valeurs à 90 jours de vue	47 11/16	49 7/16	49 1/2	49 13/32	51 1/4
Buenos-Ayres (or..)	47 11/16	49 7/16	49 1/2	49 13/32	51 1/4
Montevideo	51 3/32	53 11/16	52 5/8	54 1/4	56 ..
Rio-de-Jan. (papier)	15 7/8	12 1/16	11 15/16	12 11/32	12 1/32
Vaiparaiso	9 3/4	10 7/8	10 31/32	11 ..	11 1/16
Singapour	2.3 15/16	2.4 3/16	2.4 3/16	2.4 3/16	2.4 3/16
Yokohama	2 0 3/8	2.1 9/16	2.1 9/16	2.1 9/16	2.1 9/16

Variations du mark à

	30	6	13	20	28	5	12
	oct.	nov.	nov.	nov.	nov.	déc.	déc.
	1916	1916	1916	1916	1916	1916	1916

New-York (pair : 95 3/8)	70 31	70 ..	69 69	69 ..	67 1/4	66 5/8	67 ..
Parité	73 79	73 46	73 ..	72 41	70 51	69 85	70 31
Perte %	26 21	26 54	27 ..	27 59	29 49	30 15	29 69

Amsterdam (pair : 53 3/8)	42 40	42 35	42 10	41 52	40 70	39 72	39 60
Cours	71 55	71 46	71 04	70 07	68 68	68 76	66 82
Perte %	28 45	28 54	28 96	29 93	31 32	31 24	33 18

Genève (pair : 123 47)	91 20	90 60	89 90	86 80	84 50	82 ..	79 40
Cours	78 87	73 39	72 82	70 31	68 445	66 42	64 31
Perte	26 13</						

QUESTIONS DU JOUR

Le Nouveau Ministère

Dans sa séance du jeudi 7 décembre, la Chambre des Députés, après dix journées de Comité secret, a voté, par 344 voix contre 160, sur 504 votants, l'ordre du jour suivant :

« La Chambre, prenant acte des déclarations du Gouvernement sur la réorganisation du commandement, approuvant sa résolution de concentrer sous une direction restreinte la conduite générale de la guerre et l'organisation économique du pays,

« Confiant en lui pour obtenir, en plein accord avec les alliés, les sacrifices et les efforts communs reconnus indispensables pour arriver, par une énergie redoublée, à la victoire définitive, repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour. »

En conformité de cet ordre du jour et des déclarations faites au cours de la discussion, l'ancien cabinet a donné sa démission et M. Briand a constitué, le 12 décembre, un nouveau ministère, dont voici la composition :

Ministres : Présidence du Conseil et Affaires étrangères, MM. Aristide Briand ; Justice et Instruction publique, Beaux-Arts et Prévoyance sociale, René Viviani ; Intérieur, Malvy ; Finances, Ribot ; Guerre, général Lyautey ; Marine, amiral Lacaze ; Armements et munitions, Albert Thomas ; Transports, Ravitaillement civil et militaire, Edouard Herriot ; Economie nationale, Commerce et Agriculture, Clémentel ; Colonies, Gaston Doumergue.

Sous-secrétaires d'Etat : Fabrications de la guerre, MM. Louis Loucheur ; Transports, Claveille ; Service de santé militaire, Justin Godart.

Le haut commandement sera réorganisé de la façon suivante : Général Joffre, général en chef des armées françaises, conseil technique militaire du gouvernement, membre consultatif du Comité de Guerre. — Général Nivelle, commandant en chef des armées du nord et du nord-est. — Général Sarrail, commandant en chef de l'armée d'Orient.

Le général Gouraud est nommé résident général de France au Maroc, à titre intérimaire, en remplacement du général Lyautey, devenu ministre de la guerre.

Enfin, un Comité de Guerre comprendra : MM. Aristide Briand, président du Conseil ; général Lyautey, ministre de la Guerre ; amiral Lacaze, ministre de la marine ; Albert Thomas, armements et munitions ; Ribot, finances.

Le général Joffre assistera aux séances du Comité de guerre à titre consultatif.

Ce nouveau ministère, il faut le dire en toute loyauté, n'a pas été très favorablement accueilli par les milieux parlementaires qui semblent considérer que la concentration réalisée par M. Briand est surtout d'ordre administratif et que la conduite générale de la guerre et l'organisation économique du pays n'y gagneront pas grand chose.

Mais les administrations valent, surtout, par les hommes qui les dirigent, et c'est à l'œuvre qu'il faudra juger les collaborateurs de M. Briand et M. Briand lui-même.

**

A M. Briand, dont l'autorité auprès des nations alliées est incontestable, nous demandons, avant tout, de réaliser, mais complètement cette fois, la magnifique formule : *Unité d'action sur unité de front*, qui doit conduire l'Entente à la victoire.

Les journaux anglais, russes et italiens nous répètent, à satiété, que leurs gouvernements respectifs et la presque unanimité de leurs hommes politiques sont des partisans convaincus de cette double

unité. Et alors, pourquoi ne s'empresse-t-on pas de la rendre effective ?

Mais indépendamment de l'unité d'action, qui s'applique à tous les pays alliés, nous espérons que M. Briand obtiendra du nouveau gouvernement anglais, en faveur de la France, la solution de trois graves problèmes qui sont posés depuis le début de la guerre, et que l'opposition irréductible de quelques-uns des hommes d'Etat dont M. Lloyd George vient de se séparer avait toujours retardée : 1^o question du fret ; 2^o question du charbon ; 3^o question de l'acier.

L'Allemagne et ses complices ont déclaré aux nations alliées une guerre implacable que chacune d'elles soutient dans la limite de ses forces ; mais l'agression allemande a plus cruellement pesé sur les nations situées, pour leur malheur, dans le voisinage immédiat de l'empire et, en ce qui concerne spécialement la France, les deux tiers de notre production carbonifère et les quatre cinquièmes de notre industrie sidérurgique sont devenues la proie de l'envahisseur.

Notre pays, qui, avant la guerre, se suffisait à peine pour la fonte et l'acier, et qui importait 30 % environ de la houille nécessaire à sa consommation, a donc été brusquement privé des deux matières premières dont il avait le plus besoin pour développer la fabrication de ses munitions, de ses canons, de ses fusils, de ses mitrailleuses et la maintenir au niveau voulu.

Puisque la guerre que nous subissons est commune à la France et à l'Angleterre, et que nous poursuivons le même objectif, pourquoi notre alliée, qui a eu le grand bonheur d'avoir évité l'invasion, qui possède aujourd'hui ses mines et ses hauts fourneaux en pleine activité, ne nous viendrait-elle pas en aide en nous permettant d'utiliser pour nos munitions et notre matériel de guerre le charbon et l'acier aux conditions que les manufactures de guerre et l'amirauté britannique obtiennent elles-mêmes ?

Nous ne prétendons pas qu'on nous donne ces deux matières premières ; mais puisque les circonstances nous obligent à les faire venir à grands frais de l'étranger, pourquoi ne pas demander au gouvernement anglais — qui est notre ami et notre allié — de nous faciliter la tâche et de nous faire traiter par ses fournisseurs comme il est traité lui-même ?

La même question se pose pour le fret : La marine marchande anglaise — encore si puissante malgré les réquisitions de l'amirauté et les torpillements — pourrait nous être d'un très grand secours si le gouvernement britannique voulait bien réquisitionner pour notre compte — aux conditions de ses propres réquisitions — des vapeurs qui seraient exclusivement réservés au service de la guerre : ravitaillement, armement et munitions.

D'ailleurs, l'évolution de la guerre sous-marine obligera, à très bref délai, les gouvernements anglais et français à militariser complètement leur flotte commerciale respective, ce qui leur permettra d'armer tous leurs navires marchands sans que les Allemands puissent traiter leurs commandants de pirates... et les fusiller, ainsi qu'ils menacent de le faire.

Obtenir, pour les besoins de guerre de l'Etat français, du fret, du charbon et de l'acier, aux conditions actuellement payées par le gouvernement anglais : voilà ce que nous attendons de l'équité de nos amis et alliés, et voilà ce que M. Briand saura nous faire avoir.

**

Le général Lyautey, qui succède au général Roques comme ministre de la guerre, a la réputation méritée d'un administrateur habile et prévoyant.

On donne son organisation rapide du Maroc comme un modèle du genre, et les statistiques que

nous avons publiées, ici même, prouvent que la production indigène et les exportations commerciales ont pris, sous son gouvernement, un développement considérable. Nous avons le droit d'espérer qu'il réussira rue Saint-Dominique comme il a réussi au Maghreb.

M. Edouard Herriot, sénateur du Rhône et maire de Lyon, est trop connu de nos lecteurs pour qu'il soit nécessaire de le présenter longuement.

Il a accepté la lourde tâche d'organiser le ravitaillement civil, tâche commerciale par excellence, que le précédent ministère avait à peu près négligée.

Pour atteindre le but qu'il s'est proposé, c'est-à-dire pour donner satisfaction aux habitudes de la population française et à ses besoins alimentaires, même réduits au strict nécessaire, M. Herriot devra vaincre de nombreuses difficultés, car l'obligation de ne pas toucher aux stocks et réserves du ravitaillement militaire, ajoutée à la pénurie de nos moyens de transport — intérieurs et maritimes — et à la faiblesse de notre production nationale, compliquent singulièrement le problème qu'il a pour mission de résoudre dans l'intérêt de tous.

On a mis à sa disposition, comme moyens d'exécution : les chemins de fer, les voies de communication, la marine marchande et l'intendance. M. Claveille, ancien directeur du réseau de l'Ouest-Etat, que M. Sembat avait précédemment enlevé à M. Albert Thomas, pour le placer à la direction générale des chemins de fer, deviendra son principal collaborateur, avec le titre de sous-sécrétaire d'Etat des Transports. Ce choix nous permet de croire que M. Herriot triomphera de tous les obstacles.

**

M. Albert Thomas est élevé, dans le nouveau cabinet, au rang de ministre de l'armement et des fabrications de guerre.

C'est une simple confirmation de la place énorme que M. Albert Thomas a prise dans la direction de la guerre, car tous ceux qui, comme nous, ont suivi ses efforts depuis le début des hostilités, savent les résultats merveilleux qu'il a obtenus.

Malgré l'opposition qu'il rencontrera tout d'abord à la direction de l'artillerie, il parvint à rallier M. Millerand à ses idées, et à le convaincre de la possibilité d'organiser, nonobstant les mutilations provoquées par l'invasion, des industries de guerre capables de relever notre puissance d'armement et de la porter à la hauteur des circonstances.

Les lecteurs de *L'Économiste Européen* ne connaissent qu'une faible partie de l'œuvre accomplie par M. Albert Thomas : il nous sera sans doute permis, un jour, de l'exposer dans toute son ampleur.

M. Albert Thomas aura, comme sous-sécrétaire d'Etat aux fabrications de guerre, M. Louis Loucheur, que l'on tient comme un industriel de tout premier ordre. Nous savons, en effet, que M. Loucheur a organisé, avec une intelligence remarquable, des usines qui fabriquent aujourd'hui des quantités considérables de projectiles de tous calibres.

**

De son côté, M. Clémentel voit ses attributions considérablement augmentées, car il devient ministre de l'*Economie nationale* avec le contrôle de l'industrie, du commerce et de l'agriculture.

M. Briand a voulu récompenser l'activité de M. Clémentel, qui s'est donné beaucoup de mal pour le ravitaillement du blé et du sucre nécessaires à la population civile — le fait a été constaté à la tribune du Sénat et de la Chambre — et qui a pris l'initiative de la conférence économique des nations alliées dont nous avons longuement parlé à son heure.

Il va prendre, à la rue de Varenne, la succession de M. Jules Meline, qui a rendu de si grands ser-

vices à la production nationale. M. Clémentel a déjà occupé les fonctions de ministre de l'Agriculture, et nous avons la conviction qu'en acceptant de les remplir, concurremment avec celles de ministre du Commerce et de l'Industrie, il ne donnera pas raison au vieux proverbe : « Qui trop embrasse mal étreint. »

**

Le nouveau ministère est donc composé d'une manière satisfaisante ; quelques amis de M. Briand regretteront cependant de n'y point voir figurer le nom de M. Joseph Thierry.

Ancien ministre des Travaux publics dans le cabinet Barthou (1913), M. Thierry accepta, au commencement de juillet 1915, de prendre, comme simple sous-sécrétaire d'Etat, la direction du Ravitaillement et de l'Intendance, dont tous les services étaient à réorganiser.

Grâce à sa facilité de travail, à son esprit méthodique et à de très réelles qualités d'assimilation, M. Thierry fit rapidement oublier les erreurs commises pendant les premiers mois de la guerre, et son administration, portant sur plusieurs millions d'hommes, s'est poursuivie, depuis, à la satisfaction de tous les intéressés.

Nous pouvons ajouter que tous ses collaborateurs, sans distinction de grade ou de fonction, regrettent son départ.

EDMOND THIÉRY.

P.-S. — La Chambre des députés a discuté mercredi dernier les premières interpellations déposées contre le nouveau ministère.

Après une discussion passionnée qui n'a pas duré moins de cinq heures, un ordre du jour de confiance, dont voici le texte, a été voté par 314 voix contre 165 :

« La Chambre, approuvant les déclarations du gouvernement et confiant en lui pour poursuivre énergiquement la conduite de la guerre et repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour. »

La majorité, qui fut de 184 voix à l'issue du Comité secret, est donc tombée à 149 voix.

Le Ministère est complété par dix sous-sécrétaires d'Etat dont voici la liste :

MM. Denys Cochin, Blocus. — Louis Loucheur, Fabrication de guerre. — J.-L. Breton, Armements et Inventions. — Albert Métin, Finances. — Justin Godart, Santé. — Albert Claveille, Transports. — Louis Nail, Marine marchande. — Roden, Economie nationale. — Dalimier, Beaux-Arts.

L'aviation recevra également un sous-sécrétaire d'Etat spécial.

PAUL LEROY-BEAULIEU

Notre éminent confrère Paul Leroy-Beaulieu est mort samedi dernier.

Né le 9 décembre 1843, à Saumur, il avait fait de brillantes études, et s'était tourné très jeune vers les questions économiques et sociales, dont il avait compris l'importance grandissante.

Après quelques essais fort remarqués à la fin du second Empire, il était devenu le disciple aimé et le collaborateur fidèle de Michel Chevalier, dont il avait épousé la fille, et il avait fondé en 1873 *L'Économiste Français*, dans lequel il publiait chaque semaine des articles du plus vif intérêt, sur une foule de sujets d'actualité.

Parmi ses ouvrages, nombreux et remarquables tant par leur clarté que par la solidité des idées qui y sont exposées, nous citerons particulièrement : son *Traité théorique et pratique d'Economie politique* ; son *Traité de la Science des Finances* ; son *Essai sur la répartition des richesses et sur la tendance à une moindre inégalité des conditions* ; ses livres sur le *Collectivisme* et sur l'*Etat moderne*.

et ses fonctions ; ses études sur la Colonisation chez les peuples modernes ; sur l'Algérie et la Tunisie ; sur le Sahara, le Soudan et les Chemins de fer transsahariens, etc....

Pour donner une idée à peu près exacte de son œuvre considérable, il faut encore rappeler ses belles leçons du Collège de France, où il initiait de générations nouvelles à l'économie politique et financière, et l'enseignement qu'il donna durant quarante-quatre années à l'Ecole des Sciences politiques.

Profondément individualiste et hostile à l'interventionnisme, M. Paul Leroy-Beaulieu était le représentant le plus autorisé, en France, de l'Ecole libérale. Nous avons eu avec lui des controverses très intéressantes sur les questions douanières et monétaires ; mais nos discussions ont toujours gardé un caractère d'absolue courtoisie, et nos divergences d'opinion nous ont souvent permis d'apprécier mieux que quiconque ses belles qualités de cœur et d'esprit.

Malgré des deuils cruels — il avait perdu sa femme récemment et son fils Pierre tomba glorieusement au champ d'honneur, en janvier 1915, près de Soissons — notre confrère n'avait pas cessé, durant la guerre actuelle, de consacrer au bien du pays sa haute intelligence, son activité méthodique et sa grande puissance de travail. Suivant attentivement la marche des événements dramatiques dont nous sommes à la fois les témoins et les acteurs, il les notait au jour le jour dans des articles lumineux ; il est mort à la tâche, car la semaine dernière encore son étude hebdomadaire paraissait en tête de son journal.

Directeur de l'*Economiste Français*, professeur au Collège de France et à l'Ecole des Sciences politiques, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques et de l'Académie d'Agriculture, Paul Leroy-Beaulieu était une personnalité marquante entre tous les intellectuels français. Sa mort sera particulièrement ressentie au moment où notre pays a besoin du concours de toutes les compétences, et c'est avec une réelle tristesse que nous voyons disparaître notre illustre et sympathique confrère.

EDMOND THÉRY.

Les Gouvernements de l'Europe et la Guerre

D'importantes transformations viennent d'être réalisées dans les gouvernements de France, d'Angleterre et de Russie. Ils procèdent, dans les trois pays, de la volonté d'y faire régner un esprit et des méthodes plus appropriées à l'état de guerre et de la nécessité d'adapter l'organisation surannée du temps de paix, qui avait paradoxalement survécu jusqu'ici, aux rudes exigences qu'a créées l'invasion.

Depuis longtemps l'on s'apercevait que les indéniables succès de nos ennemis n'étaient pas uniquement dus à leur longue préparation, à leur force de cohésion, à leur abondance de matériel, à leur absence de foi et de moralité, mais à une façon de conduire la guerre qui portait au maximum le rendement de leurs plans, de leurs gestes et de leurs sacrifices. Leurs victoires venaient surtout d'un coefficient d'énergie, de décision, de rapidité qui multipliaient la puissance de tous leurs actes.

Les Alliés, pour n'avoir pas, comme les Allemands, une préparation et une mentalité militaires, étaient-ils incapables d'atteindre à la même vigueur de résolution ? Personne ne le pensait : il fallait simplement discerner et vouloir ; il fallait surtout vouloir vouloir.

Le changement de gouvernement, et surtout de méthodes qu'a amené, en Angleterre, l'implacable

décision de Lloyd George de vaincre les Allemands par leurs propres procédés, a sonné chez tous les alliés un réveil d'énergie. Nous renvoyons à l'article de notre Directeur, M. Edmond Théry, pour l'exposé des faits qui ont présidé chez nous au remaniement ministériel.

**

Si dans l'exposé de ces transformations gouvernementales nous avions voulu suivre l'ordre chronologique, nous aurions dû commencer par la Russie, qui est entrée la première dans cette voie.

Les défaites de la Roumanie y ont provoqué la chute du président du Cabinet, M. Sturmer, et son remplacement par M. Trépof, ministre des Chemins de fer, homme réputé pour son énergie, ses grandes facultés de réalisation, sa haine de l'envahisseur et son inébranlable résolution de conduire la guerre jusqu'à la victoire finale. « Messieurs, a-t-il déclaré à la Douma, plus d'une fois, il a été annoncé du haut de la tribune, au nom du gouvernement, que la guerre serait menée jusqu'au bout, jusqu'à la victoire complète ; plus d'une fois également, il a été annoncé qu'il n'y aurait jamais de paix prématuree, à plus forte raison de paix conclue séparément de nos alliés.

« Rien ne peut changer cette résolution émanant de la volonté inflexible de l'Auguste Souverain de la Russie, unanimement soutenu par son fidèle peuple entier : la Russie ne déposera pas les armes avant qu'elle ait obtenu une victoire complète. »

Et il a continué par le geste de résolution froidement implacable qui interdit tout retour en arrière : il a révélé, à la tribune, l'accord des Alliés de 1915 qui donne à la Russie toute liberté sur Constantinople et les Dardanelles et a déclaré que l'empire ne déposerait pas les armes avant d'en avoir pris possession. Il a ajouté que toutes les ressources en hommes, en forces, en matériel et en argent de l'immense et inépuisable empire seraient désormais tendues vers le but unique de l'écrasement du germanisme. Aux applaudissements enthousiastes par lesquels la Douma a salué ces déclarations on a pu constater qu'elles étaient l'écho du sentiment unanime de toute la nation russe.

**

En Angleterre, M. Lloyd George a achevé heureusement son dessin énergique de substituer un gouvernement de guerre à un gouvernement de parlementaires. L'appui et la confiance du roi l'ont singulièrement aidé dans cette tâche. Et l'on voit maintenant que la volonté britannique ne le cède en rien à la volonté russe. En trois jours, M. Lloyd George a constitué un ministère et, au sein de ce ministère, un Comité de guerre de cinq membres, presque tous unionistes, sous la présidence d'un libéral. Dans le ministère se trouvent, à côté des parlementaires, quelques personnalités qui n'y figurent que pour leur haute compétence dans des questions industrielles et techniques. MM. Asquith et Grey se sont héroïquement effacés devant l'homme qu'ils reconnaissaient eux-mêmes pouvoir le mieux servir la patrie, renouvelant les traditions d'un désintéressement romain.

Aujourd'hui, pour conduire la guerre britannique, se trouvent à la tête du royaume cinq hommes aux vues claires et précises, aux énergies froidement indomptables, qui ont un programme net qu'ils réalisent avec une volonté de fer. Ils conduiront la guerre selon leurs seules vues, en dehors et au-dessus des traditions du temps de paix et des lenteurs habituelles de la bureaucratie. Ils ne connaîtront plus qu'un but : la victoire, et qu'un moyen de la réaliser : leurs décisions souveraines. Autour d'eux, ils ont trouvé des approbations unanimes et un concours complet de bonnes volontés. M. Lloyd George a dit en prenant le pouvoir :

« La tâche primordiale du gouvernement est la victorieuse poursuite de la guerre jusqu'à une conclusion victorieuse ». La nation tout entière a fait sienne cette devise en s'incarant dans son gouvernement.

Cette nouvelle attitude des Alliés a déjà porté ses fruits : l'Allemagne, étreinte d'angoisse, sentant l'inanité de ses victoires, si grandes qu'elles soient, propose la paix. A sa manière habituelle, certes, sournoisement, avec hypocrisie et insolence, avec un visible dessein de fourberie et de malhonnêteté ; mais enfin elle a proposé la paix. C'est le premier aveu que de l'énergie des Alliés sortira sûrement leur victoire.

Georges BOURGAREL.

Les Douzièmes Provisoires

C'est le 12 décembre, après 4 séances, que la Chambre a achevé la discussion générale sur les douzièmes provisoires, qui a donné lieu à de nombreux incidents d'ordre purement politique et sur lesquels nous n'insisterons pas.

Lors de la séance du samedi 9 courant M. Raoul Péret, rapporteur, a fait un exposé très complet de notre situation financière. Nous l'avons assez longuement expliquée ici-même, il y a 8 jours, pour n'avoir pas à y revenir. Elle est telle que « notre crédit est intact, que, partout, au dehors comme à l'intérieur, on a confiance dans la signature de l'Etat français ». En passant, il a critiqué cette détestable méthode qui consiste « à toujours annoncer des mesures restrictives, à affoler la population et à ne jamais agir » ; et il a protesté contre l'inégalité de diverses mesures : « Dans une même localité, certains magasins sont, à juste titre, privés de gaz ou d'électricité, alors que les cafés répandent une lumière éblouissante au milieu de l'obscurité générale. »

Le 11, M. Ribot, ministre des Finances, a demandé à la Chambre, dans un beau discours, de modifier ses méthodes de discussion du temps de paix et de laisser aux ministres le temps de travailler. Et il a proclamé aussi « qu'il faut dire au pays la vérité et que, s'il ne faut pas le pousser à un pessimisme qui ne sera nullement justifié par les faits, il ne faut pas l'endormir dans un optimisme excessif ». Il faut aller vite, a-t-il continué, il faut être plus vigoureux, laisser toutes les questions secondaires.

« Quand la commission du budget est d'accord avec le gouvernement, savez-vous ce que devrait faire la Chambre ? Elle devrait suivre la commission du budget, la soutenir, ne pas refaire tout le travail, ne pas le soumettre à une dissection, qui rendra impossible le résultat. Voulez-vous la fin ? Si oui, il faut prendre les moyens.

« Nous n'avons pas seulement à obtenir l'approbation des deux Chambres dans cette matière des impôts : nous avons à nous assurer le concours de deux commissions. Est-ce là une procédure de guerre ? Nous discuterons les impôts. Je demande à la Chambre de comprendre que, si elle veut aboutir, elle ne peut pas se livrer à des controverses de détail interminables. Nos discussions du budget prennent une ampleur dont je n'ai pas le droit de me plaindre, comme ministre des finances, qui pourtant ne répond pas à la conception que nous nous étions faite au début de la guerre. Autrefois, on présentait un seul budget par an ; il donnait lieu à des discussions fort longues. Aujourd'hui, on en présente quatre. Si nous devons avoir, à propos de chacun d'eux, des discussions aussi prolongées, tout notre temps se passera dans des débats

plus ou moins utiles et nécessaires et nous n'aurons plus le temps de discuter des lois qui sont indispensables et absolument urgentes.

« Le gouvernement a besoin d'être soutenu et stimulé par les Chambres, et je ne serai pas le dernier à reconnaître que l'action des Commissions de la Chambre a été, dans l'ensemble, bienfaisante.

« Ce n'est pas le gouvernement que je plains, mais c'est le pays qui pourrait se plaindre et c'est en son nom que je prie la Chambre de réfléchir et de voir s'il n'y a pas une réforme à apporter à ses méthodes en temps de guerre. »

De nombreux applaudissements ont salué la péroration de notre ministre des Finances, qui a exposé ensuite les résultats du dernier emprunt, 11 milliards 508 millions. Il a montré les services éminents rendus par la Banque de France ; il a annoncé que les conventions à faire avec elle, le renouvellement du privilège, seront proposés bientôt.

Enfin, il a conclu en demandant que chacun sache restreindre ses dépenses : un objet de luxe acheté à l'étranger, c'est de l'or qui sort de France.

Nous ne pouvons que nous associer à cette juste demande qui, en restreignant le déficit de notre balance commerciale, ne peut que renforcer notre situation financière.

R. M.

Compagnie Française pour l'Exploitation des Procédés Thomson-Houston

Les résultats obtenus par cette compagnie, pour l'exercice clos le 31 décembre 1915, sont en légère plus-value comparativement aux précédents. Ils restent encore inférieurs à ceux de 1913, année normale, mais tout laisse espérer que pour l'exercice en cours ils seront plus rémunérateurs, grâce à une production intensive, dans ses ateliers, des munitions et du matériel de guerre.

Il ne faut pas se dissimuler que de redoutables problèmes économiques se poseront après un si profond bouleversement. Dans la lutte commerciale, comme dans la guerre, il faut combattre avec des moyens matériels puissants. La tâche, pour éviter définitivement l'industrie allemande du marché français, sera énorme, et pour lui disputer les autres marchés du monde, les usines françaises doivent dès à présent perfectionner leur outillage afin d'augmenter leur capacité de production.

La réalisation énergique de ce programme exige de fortes ressources ; aussi la Compagnie Française a-t-elle dû faire face à d'importantes dépenses d'installations nouvelles, rendues nécessaires par la fabrication intensive du matériel de guerre.

Pour répondre aux besoins de ce programme d'avenir, elle a jugé utile de s'assurer de nouvelles ressources en procédant à une émission de 40.000 obligations de 500 francs 6 % net de tous impôts présents et futurs.

La vie économique reprenant peu à peu ses droits, les commandes de sa clientèle normale augmentent progressivement. Ces affaires s'ajoutant à celles provoquées par les besoins de l'armée, font que le chiffre de commandes qu'elle a à livrer dépasse le total le plus élevé qui ait jamais été atteint.

La Compagnie Française, d'accord avec le Syndicat professionnel des industries électriques, a coopéré à la constitution de la Chambre syndicale des constructeurs du gros matériel électrique.

L'augmentation intéressant les travaux d'extension des usines, soit : 1.013.000 francs, représente seulement le montant des dépenses soldées au cours de l'exercice ; elle ne comprend pas les dépenses plus importantes qui résulteront de l'ensemble des travaux en cours d'exécution ou non

encore réglés, ni celles concernant les installations nouvelles réalisées en vue de la fabrication des munitions et qui, en raison de la nature spéciale et du caractère provisoire de ces installations, ne figureront qu'en partie dans les comptes d'immobilisation.

Une nouvelle usine de téléphonie est entièrement achevée. De nouveaux agrandissements à l'usine, « machines de série », sont également terminés. L'usine « lampes » a terminé son installation et a déjà doublé sa production. L'usine « tréfilage et quipage du cuivre », ainsi que la fonderie dernièrement créée, ont été mises en service. Dans toutes les usines l'outillage a été augmenté. Toutes ces diverses installations, à peine achevées, ne constituent qu'une étape dans le programme de développement que cette importante Compagnie a l'intention de poursuivre énergiquement.

L'activité de toutes les usines a été particulièrement intense ; la plupart ont travaillé sans interruption de jour et de nuit. Dans le dernier mois de 1915, l'effectif de leur personnel a atteint celui qu'elles comptaient à la veille de la mobilisation ; il dépasse aujourd'hui considérablement ce chiffre.

Indépendamment du matériel normal, une commande de plusieurs milliers de postes téléphoniques portatifs d'infanterie et d'artillerie, pour les armées française, belge et italienne, a été obtenue. En outre, la fabrication de pièces de fusil et d'armes portatives, ainsi que des machines-outils pour manufactures d'armes, a été continuée et la production de piles sèches a pris un développement très intéressant.

Le système automatique pour la téléphonie privée continue à se répandre. Des installations déjà existantes ont été augmentées ou transformées. Plus de 8.000 lignes, équipées par la Compagnie Française en automatique, sont à ce jour en service ou en montage.

Les usines de Vaugirard et de Neuilly-sur-Marne, avec le concours d'ateliers annexes récemment créés, ont concentré leurs efforts sur la fabrication des munitions d'artillerie et du matériel électrique destiné à des installations intéressant la défense nationale. Sans pouvoir donner des précisions qui ne seraient pas opportunes, on peut ajouter que le groupement qui a été constitué dès la première heure avec le concours de sociétés et maisons amies, pour la fabrication des obus de 75, exécute aujourd'hui le cinquième marché passé avec la Guerre. Par ses propres moyens, la Compagnie a assuré d'importants marchés pour l'usinage d'obus de plus gros calibre et de matériel de tout genre.

Les résultats du département « lampes » ont marqué un très sensible progrès et donnent l'espoir qu'ils seront cette année encore plus satisfaisants.

Il n'est parvenu depuis longtemps au Conseil aucune nouvelle précise de l'usine de Lesquin-les-Lille. On sait seulement qu'une grande partie des matières en magasin et en cours de fabrication, ainsi que des machines-outils ont été enlevées. Tous les renseignements sur le pillage organisé des usines situées en pays envahi révèlent l'intention de l'ennemi de poursuivre la guerre économique après la guerre militaire avec le même acharnement méthodique et le même mépris du droit des gens. Après la victoire de nos armées, il est à souhaiter que la sagesse des gouvernements alliés exige la restitution immédiate, en nature, de l'outillage et des stocks, à défaut desquels la vie industrielle de ces régions serait pour longtemps compromise.

Il y a lieu de signaler une nouvelle entreprise concernant l'installation, pour le compte du service de la navigation entre la Belgique et Paris, du halage électrique sur le canal latéral de l'Oise. En outre, de très importantes commandes ont été faites, notamment celle de l'Energie du littoral méditerranéen.

En rendant compte, l'année dernière, de la mar-

che des Sociétés dans lesquelles la Compagnie Française est intéressée, le Conseil d'administration faisait remarquer que la plupart d'entre elles avaient subi, vu les circonstances, une réduction sensible de leurs bénéfices. Cet arrêté passager dans le développement de ces entreprises n'a que peu affecté la situation, et les résultats de l'exercice 1915 ont même été nettement favorables pour certaines de ces Sociétés.

Signalons, pour mémoire, dans le groupe des Sociétés de distribution, l'Energie Electrique du Sud-Ouest, dont les recettes se sont élevées à 4.076.556 fr. 66, supérieures de près de 40 % à celles de 1914.

L'A. E. G. Thomson Houston Italiana, en vue d'attester les modifications survenues dans sa composition, a changé sa raison sociale en celle de Società Elettrotecnica Galileo Ferraris per Costruzioni ed Impianti. Par son action avec les groupes italiens qui détiennent ensemble la grande majorité du capital social, elle a obtenu l'élimination des éléments allemands du Conseil et de la direction de l'affaire, en espérant que leur exclusion totale et le resserrement des rapports industriels et financiers entre l'Italie et la France, qui est dans le vœu des deux gouvernements et des deux pays, permettront de développer heureusement toutes relations d'affaires entre ces deux peuples.

La situation de la Compagnie Française, au 31 décembre 1915, était la suivante :

Les produits bruts provenant des bénéfices sur entreprises, constructions et ventes, revenu du portefeuille, intérêts, escomptes, redevances sur brevets et divers, ne se sont élevés qu'à 7.535.378 fr. 28, contre 7.574.452 fr. 66 en 1914 et 8.210.633 fr. 63 en 1913, soit une diminution de 39.074 fr. 38 par rapport à 1914 et 675.255 fr. 35 par rapport à 1913. Par contre, les frais généraux et charges, intérêts et primes sur obligations, ne se sont élevés qu'à 2.713.600 fr. 15, contre 3.025.172 fr. 89 l'année précédente, soit une diminution de 311.572 fr. 74. — D'où, pour 1915, une plus-value définitive des bénéfices de 272.498 fr. 36.

Les bénéfices nets se sont donc établis à 4 millions 821.778 fr. 13, contre 4.549.279 fr. 77 en 1914 et 5.354.113 fr. 62 en 1913, et les soldes disponibles à 5 millions 017.627, 01, en 1915, au lieu de 4.744.984, 98 l'année précédente, en tenant compte des reports à nouveau.

Ces soldes disponibles ont reçu l'affectation ci-après :

	Exercices	
	1914	1915
Répartition	(En francs)	
Amortissement sur mobilier	45.279 80	1.354 80
Amortissement des frais d'étude, frais de brevets, frais de procès, etc.	680.088 25	29.085 42
Amortissement sur marchandises en magasin	43.846 70	62.490 60
Provisions diverses (dont 185.000 francs pour créances moratoires)	" "	212.724 18
Dotation à la réserve d'amortissement des constructions, matériel et outillage	385.000 "	600.000 "
Amortissement du « Compte Guerre »	394.921 25	916.357 60
Dividende aux actions	3.000.000 "	3.000.000 "
Report à nouveau	195.848 88	195.614 41
	4.744.984 98	5.017.627 01

Le dividende pour l'année 1915 a, comme en 1914, été limité à l'intérêt statutaire, soit 25 fr. par action, contre 35 francs pour 1912 et 1913 et 31 fr. 25 pour 1911.

Parmi les amortissements, un nouveau poste de « Provisions », s'élevant à plus de 212 millions et

comportant 185.000 fr. pour diverses créances moratoires, a été créé.

Disons enfin qu'au 31 mai dernier, les commandes reçues par la Compagnie Française pour l'Exploitation des Procédés Thomson-Houston depuis le 1^{er} janvier dépassent le total des commandes de 1914 et sont à peine inférieures au total de 1915. D'autre part, le nombre des ouvriers est supérieur de 45 % à l'effectif au 31 juillet 1914, à la veille de la déclaration de guerre.

F. MODAU.

INFORMATIONS DIVERSES

FRANCE

Situation hebdomadaire de la BANQUE DE FRANCE

PARIS ET SUCCURSALES	7 déc. 1916	14 déc. 1916
ACTIF		
Encaisse de la Banque :		
Or.....	5.054.773.278	5.066.013.719
Argent.....	311.008.652	307.973.599
	5.365.781.930	5.373.987.318
Disponibilité à l'étranger.....	863.403.028	726.091.602
Effets échus hier à recevoir à ce jour	219.099	152.912
	225.370.367	230.130.600
Portefeuille Paris { Effets Paris.....	6.186.803	6.407.076
Effets d'étranger.....	125.244	347.978
Portefeuilles des succursales.....	325.300.918	338.846.414
Effets prorogés { Paris.....	612.865.202	609.623.270
Succursales.....	738.316.198	736.541.406
Avances sur lingots à Paris.....	12.874.000	12.874.000
Avances sur lingots dans les succursales.....	774.395.545	768.568.012
Avances sur titres à Paris.....	562.943.219	566.740.507
Avances à l'Etat.....	200.000.000	200.000.000
Avances à l'Etat (Loi de 1914).....	6.900.000.000	7.100.000.000
Bons du Trésor français escomptés pour avances de l'Etat aux Gouvernements étrangers.....	1.680.000.000	1.685.000.000
Rentes de la Réserve.....	10.000.000	10.000.000
Rentes de la Réserve (ex-banques).....	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles.....	98.741.353	98.741.353
Rentes immobilisées.....	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.....	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales.....	41.976.789	41.976.789
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales.....	19.297.854	22.753.924
Emploi de la réserve spéciale.....	7.301.620	7.301.620
Divers.....	482.483.765	492.057.804
	19.015.600.385	19.134.865.043
PASSIF		
Capital de la Banque.....	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en additions au capital.....	8.450.697	8.450.697
Réserves { Loi du 17 mai 1914.....	10.000.000	10.000.000
Ex-banques d'États.....	2.980.750	2.980.750
Loi du 9 juin 1857.....	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque.....	4.000.000	4.000.000
Réserve spéciale.....	8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation.....	16.298.007.495	16.383.953.565
Arrérages de valeurs dénominées.....	30.241.419	28.060.513
Billets à ordre et échéissés.....	5.181.558	4.417.270
Compte courant du Trésor.....	68.370.811	26.654.467
Comptes courants dans les succursales.....	1.159.191.622	1.223.935.793
Comptes courants dans les succursales.....	793.722.415	797.876.229
Dividendes payés.....	3.434.843	3.385.378
Escompte et intérêts divers.....	60.847.924	62.910.830
Réécompte du dernier semestre.....	11.963.093	11.963.093
Divers.....	359.175.310	366.244.010
	19.015.600.385	19.134.865.043

Comparaison avec les années précédentes

	19 déc. 1912	18 déc. 1913	30 juillet 1914	16 déc. 1914	14 déc. 1916
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation.....	5.537.2	5.697.0	6.683.2	13.419.5	16.383.9
Encaisse or.....	3.206.8	3.524.6	4.414.3	5.028.4	5.086.0
argent.....	726.2	650.8	625.3	357.7	308.0
Portefeuille.....	1.653.5	1.452.1	2.444.2	2.213.3	1.921.7
Avances aux part. { à l'Etat.....	725.5	741.2	743.8	1.150.0	1.348.2
part......	200.0	200.0	200.0	7.600.0	7.300.0
Compt. cour. Trésor.....	215.3	202.4	382.6	2.236.7	26.7
part......	691.0	671.5	947.6	2.214.2	2.021.7
Taux d'escompte.....	4 0/0	4 0/0	4 1/2 0/0	5 0/0	5 0/0

L'impôt sur le revenu. — La commission sénatoriale de l'impôt sur le revenu s'est réunie le 10 cou-

rant sous la présidence de M. Poirier. Elle a entendu le directeur général des contributions directes, délégué de M. Ribot, ministre des finances, qui lui a fait connaître l'avis du gouvernement sur les différents amendements des propositions relatives à la cédule des bénéfices agricoles.

	Liv. sterl.
Garanties en valeurs d'Etat.....	42.488.000
Autres garanties.....	106.750.000
Billets en réserve.....	34.825.000
Or et argent monnayé en réserve.....	1.710.000
	185.473.000

Statistique relative aux divers chapitres du bilan de la Banque d'Angleterre (Milliers de livres sterling)

Dates	Or monnayé et lingots	Circulation	Dépôts	Portefeuille avances et effets publics	Réserve	Rapport de la réserve aux engagements	Taux de l'escompte
6 août 1914	27.622	36.105	68.249	76.393	9.967	20.40	6 %
18 octob. 1916	56.255	36.468	164.086	143.578	38.237	23.30	6 %
25 —	56.063	36.686	164.716	144.631	37.827	22.96	"
1 ^{er} nov.	56.363	37.224	167.729	147.801	37.589	22.40	"
8 —	56.495	37.172	162.849	142.870	37.773	23.19	"
15 —	56.476	36.895	168.663	148.429	38.031	22.54	"
22 —	56.408	36.919	160.999	140.822	37.939	23.56	"
29 —	56.049	37.655	165.506	146.459	36.837	22.25	"
6 déc.	55.943	37.858	187.663	148.938	36.535	21.78	"

Le nouveau ministère anglais. — M. Lloyd George a définitivement constitué son ministère qui se compose d'un comité de guerre, comprenant cinq membres, formant le cabinet privé proprement dit, de vingt et un chefs de départements ministériels et de plusieurs sous-secrétaires d'Etat.

Le comité de guerre, formant cabinet privé, est constitué par : le premier ministre, M. Lloyd George ; le chancelier de l'Echiquier, M. Bonar Law ; le lord-président du conseil privé, lord Surzon ; les ministres sans portefeuille, lord Milner et M. Henderson.

Les autres membres du gouvernement sont :

Lord chancelier.....	Sir Robert Finlay.
Intérieur.....	Sir George Cave.
Affaires étrangères.....	M. Balfour.
Colonies.....	M. Walter Long.
Guerre.....	Lord Derby.
Indes.....	M. Chamberlain.
Lord government Board.....	Lord Rhondda.
Commerce.....	Sir Albert Stanley.
Travail.....	M. Hodge.
Marine.....	Sir Edw. Carson.
Munitions.....	M. Addison.
Blocs.....	Lord Robert Cecil.
Alimentation.....	Lord Devonport.
Marine marchande.....	Sir Joseph Maclay.
Agriculture.....	M. Prothero.
Instruction publique.....	M. A.-L. Fisher.
Travaux publics.....	Sir Alfred Mond.
Chancelier du duché de Lancaster.....	Sir Fred Cawley.
Postes et Télégraphes.....	M. Albert Illingsworth.
Pensions.....	M. George Barnes.
Attorney général.....	Sir F.-E. Smith.
Solicitor général.....	M. Gordon Hewart.
Secrétaire pour l'Ecosse.....	M. Munro.
Lord advocate.....	M. J.-A. Clyde.
Solicitor général pour l'Ecosse.....	M. T.-B. Morisson.
Lord lieutenant pour l'Irlande.....	Lord Winnborne.
Chef secrétaire pour l'Irlande.....	M. H.-F. Duke.
Lord chancelier pour l'Irlande.....	M. O'Brien.

Le ministère, ainsi constitué, comprend : 16 unionistes : lord Curzon, lord Milner, M. Bonar Law, sir Robert Finlay, George Cave, M. Balfour, Walter Long, lord Derby, Chamberlain, sir Edward Carson, lord Robert Cecil, Prothero, A.-L. Fisher, sir F.-E. Smith, J.-A. Clyde, H.-F. Duke.

12 libéraux : Lloyd George, lord Rhondda, doc-

teur Addison, lord Devonport, sir Joseph Maclay, sir Alfred Mond, sir Fred Cawley, Gordon Hewart, Munro, T.-B. Morisson, Alb. Illingsworth, lord Wimborne.

3 travaillistes : MM. Henderson, Hodge et Barnes. Sir Albert Stanley, sans nuance politique officielle.

Finances anglaises. — Lors du dépôt, le 6 décembre courant, d'une nouvelle demande de crédit devant le Parlement anglais, le Chancelier de l'Echiquier a indiqué que le chiffre des dépenses du Trésor britannique, depuis le 1^{er} avril jusqu'au 25 novembre 1916, s'établissait à 29 milliards 800 millions de francs ; cette somme se décompose ainsi : 23.737.500.000 francs pour la période partant du 1^{er} avril au 7 octobre 1916 et 6.062.500.000 francs pour les quarante-neuf jours écoulés du 8 octobre au 25 novembre 1916.

La dépense totale journalière, pour la période que nous examinons, ressort donc à 139.425.000 fr. Cette somme comprend aussi bien l'intérêt des dettes antérieures à la guerre que de celles des dettes contractées depuis, ainsi que tous paiements pour le service de l'approvisionnement, pour la taxation locale et pour tous autres frais accessoires.

Le montant total emprunté entre le 1^{er} avril et le 25 novembre 1916, y compris les deux emprunts anglais contractés cette année aux Etats-Unis, s'est élevé à 27.334.700.000 francs, augmentant ainsi la dette anglaise de 11 milliards environ.

Voici comment s'établissent les prévisions budgétaires de l'exercice en cours :

	Estimations	Résultats probables
(Milliers de francs)		
Recettes.....	12.556.875	12.556.875
Dépenses	45.649.575	50.890.125
Déficit à combler par emprunts. 38.092.700		
Emprunts de toutes sortes émis du 1 ^{er} avril au 25 novembre 1916.....		
Solde restant à emprunter..... 10.998.550		

La moyenne hebdomadaire des emprunts nécessaires pour combler ce déficit d'environ 11 milliards, jusqu'à la fin de l'exercice qui doit échoir le 31 mars 1917, ressort donc à 611 millions de francs, alors qu'elle s'établissait à environ 815 millions pour les trente-quatre premières semaines de l'exercice étudié. En résumé, sur une prévision globale d'environ 12.500 millions de francs, seulement 6.055 millions ont pu être obtenus jusqu'à la date du 25 novembre dernier, ce qui laisse une somme de 6.500 millions de francs à rentrer avant fin mars 1916.

Le fait que les dépenses du gouvernement anglais de cette année excéderont de beaucoup les estimations budgétaires est dû principalement aux importantes avances consenties par l'Echiquier aux divers gouvernements alliés et Dominions.

Ajoutons, qu'afin de contenir les demandes toujours plus importantes des banquiers et des capitalistes des Etats-Unis, MM. Morgan et C^{ie}, agents financiers des alliés à New-York, ont été autorisés à vendre des bons des Trésors anglais et français jusqu'au début de décembre. Le montant initial à offrir est limité, mais le total n'en a pas encore été fixé. Ces bons ne seront pas renouvelables et sont à échéance de 30, 60 et 90 jours ; cependant, quelques autorisations de bons à six mois ont été accordées.

RUSSIE

Bilan de la Banque Impériale de Russie. — Le dernier bilan de la Banque Impériale de Russie,

arrêté au 23 nov./6 décembre 1916, se compare ainsi avec le précédent :

	16/29 nov. 23 n.	1/6 déc.	Com-
	1916	1916	paraison
(Millions de roubles)			
Actif :			
Or (lingots, monnaies et bons de l'Administr. des Mines) ..	1.467	1.465	— 2
Or à l'étranger	2.150	2.150	"
Billon d'argent et de cuivre	105	105	"
Effets escomptés	258	255	— 3
Bons du Trésor à court terme	6.073	6.014	— 59
Prêts sur titres	531	520	— 11
— sur marchandises	45	45	"
— aux institutions de crédit populaire	50	47	— 3
— agricoles	18	18	"
— industriels	7	7	"
— aux Monts de Piété	13	13	"
Effets protestés	1	1	"
Titres appartenant à la Banque	132	138	+ 6
Divers	148	131	— 17
Solde du compte des succurs.	508	509	+ 1
Total	11.506	11.418	— 88
Passif :			
Billets de banque émis, sauf ceux en caisse de la Banque (1)	8.235	8.305	+ 70
Capital	55	55	"
Dépôts	17	17	"
Comptes courants du Trésor	204	215	+ 11
— spéciaux et consignations	566	565	— 1
— courants des particul.	1.517	1.495	— 22
Mandats non acquittés	30	32	+ 2
Intérêts sur les opérations de l'exercice	403	403	"
Sommes transitoires et divers	479	331	— 148
Total	11.506	11.418	— 88

(1) Les billets en caisse s'élevaient, au 16/29 novembre, à 114.774.000 roubles et, au 23 nov./6 décembre, à 119.964.000 roubles.

Les buts de la politique russe. — La séance du 7 décembre au Conseil de l'empire russe a été consacrée à des débats sur la déclaration ministérielle. Jamais la Chambre haute russe n'avait exprimé avec autant de force sa volonté de voir le gouvernement poursuivre une politique solidement appuyée sur les Chambres.

Le discours le plus important qui ait été prononcé a été celui de M. Karpof. Il a présenté un tableau vigoureux des besoins du pays et a engagé le gouvernement à offrir plus d'unité encore que celle dont il témoigne, afin de s'assurer davantage encore l'entière confiance des Chambres.

« Nous saluons, a-t-il dit, le sage et juste accord établi avec nos brillants alliés, accord qui a définitivement résolu la question d'Orient. Nous estimons que le peuple russe doit savoir pourquoi il verse son sang. Jusqu'à présent, il a sacrifié la vie de ses enfants et sa fortune pour le triomphe du droit. Maintenant il sait qu'à ce but magnifique s'ajoute pour lui la possibilité de réaliser le rêve millénaire des meilleurs fils de la patrie. Nous sommes pleinement d'accord avec le gouvernement sur la nécessité de terminer la guerre par la victoire sur l'ennemi extérieur, mais également par la maîtrise sur l'ennemi du dedans, car nous pensons que le germanisme a envahi la science, les arts aussi bien que l'industrie.

« Cette influence se manifeste également, d'une manière très vive, dans d'autres domaines de la vie populaire et jusque dans les départements ministériels, où nous rencontrons des gens qui la subissent. Aussi convient-il que ces services se débarrassent de tels collaborateurs, car des organes du gouvernement comportant un personnel de ce genre ne sauraient être guidés par les véritables

intérêts de la Russie, pas plus qu'ils ne sauraient représenter en toute vérité la conscience du pays.

« Les circonstances présentes exigent des mesures appropriées dont il est impossible de retarder l'instauration. »

Le 8, le Conseil de l'empire a terminé ses débats sur la déclaration Trepof. Il a voté la motion du passage à l'ordre du jour proposée par le centre et ainsi conçue :

« Estimant que l'époque historique que traverse la Russie veut impérieusement que toute la nation fasse un puissant effort pour le triomphe final sur l'ennemi, que le gouvernement travaille de concert avec les institutions législatives et que, dans ce but, il faut premièrement détruire définitivement les influences clandestines et irresponsables sur les affaires de l'Etat, et en second lieu former un gouvernement de travail pratique, réellement uni par un programme bien déterminé, s'appuyant sur la confiance et les sympathies du pays et capable par conséquent d'un travail commun avec les institutions législatives, le Conseil de l'empire passe à l'ordre du jour. »

Signalons que par suite des dernières élections, de nouveaux membres libéraux sont entrés au Conseil de l

Le même ralentissement de l'exploitation est signalé pour la région de Grozny. En ce qui concerne l'exploitation des puits naturels, quoique l'on constate une certaine diminution pour la période de la guerre, elle n'est guère sensible.

Le nombre de puits naturels exploités le 1^{er} août 1914 s'élevait à 2.828, à 2.990 le 1^{er} janvier 1915 et à 2.975 le 1^{er} janvier 1916.

Il est donc évident que la diminution de la production doit être attribuée à la diminution du forage pendant la guerre, et non pas à la baisse de la production des puits exploités.

Toutefois, malgré la diminution de la production, les stocks de naphte en dépôt sont très grands.

Pour la clôture de la navigation sur le Volga (novembre), les stocks de naphte et mazout se chiffraient par milliers de pouds :

Régions	1912	1913	1914	1915
Bakou	24.500	27.700	36.900	45.700
Petrovsk	200	5.000	3.700	1.700
Batoum	300	3.000	"	"
Novorossiisk	1.300	1.700	400	"
Grozny	6.700	5.300	9.700	6.900
Total des stocks au Caucase	33.000	35.500	50.700	53.400
A l'intérieur de la Russie	140.000	143.000	149.000	190.000
Total	173.000	178.500	199.700	243.400

(Milliers de pouds)

La somme totale des stocks du combustible liquide en Russie au 1^{er} novembre 1915 dépasse d'au moins 20 millions de pouds les quantités maximales des dépôts des années précédentes.

On peut expliquer cette situation par le fait que la Russie exportait près de 50 millions de pouds de naphte, et, qu'avec la clôture des ports de la mer Noire, cette exportation s'est arrêtée.

Cette exportation consistait principalement en pétrole, benzine et huiles de graissage ; le commerce extérieur n'existant plus, les usines à naphte ont forcément dû modifier leur production en conséquence. En 1913, la transformation des résidus du naphte formait 62 0/0 de la production des distilleries de naphte de Bakou. En 1914, cette production atteint déjà 68 0/0, et en 1915 75 0/0.

En résumé, la production du naphte, dans le courant de la période envisagée depuis le commencement de la guerre jusqu'aux premiers mois de 1916, se caractérise par : la diminution du forage de puits, modification de la production des usines, manque d'exportation, et grandes provisions de naphte en dépôt, tant au Caucase que dans l'intérieur de la Russie.

ROUMANIE

La situation financière de la Roumanie. — Les évaluations budgétaires pour l'exercice 1915-1916 avaient été fixées à 600.232.900 francs et les crédits alloués à 638.815.330 fr. 65, contre 824.785.641 fr. 25 pour celui de 1914-1915.

Du 1^{er} avril 1915 au 31 mars 1916, les recettes ont atteint le chiffre de 551.363.548 fr. 64, contre 487.319.617 fr. 62 pour la période correspondante de l'exercice 1914-1915. Soit une augmentation de 64.043.931 fr. 02.

Pour la période du 1^{er} avril 1915 au 31 mars 1916, les dépenses ont représenté 485.721.165 fr. 25, en diminution de 176.594.071 fr. 54 sur l'exercice correspondant 1914-1915, qui avait été de 662 millions 315.236 fr. 79.

La balance budgétaire de la Roumanie, qui était débitrice de 174.995.619 fr. 17 pour l'exercice 1914-1915, est, au contraire, créditrice de 65 millions 642.383 fr. 39 pour l'exercice 1915-1916, ce qui représente donc un écart de 240.638.002 fr. 56.

D'autre part, les excédents non utilisés jusqu'au 31 mars 1916 sur l'exécution des budgets de l'Etat roumain pour les exercices 1888-1889 à 1915-1916 ont été de 58.268.095 fr. 75.

Le compte de gestion de l'administration générale des finances de l'Etat, pour la période du 1^{er} avril 1915 au 31 mars 1916, donnent les résultats suivants : espèces en caisse au 1^{er} avril 1915 : 341.313.422 fr. 51 ; recettes de l'exercice : 1 milliard 566.054.006 fr. 01 ; soit un total de : 1 milliard 907.367.428 fr. 52. Par contre, les dépenses se sont élevées à 1.597.391.819 fr. 57, ce qui laisserait 309.975.608 fr. 95 d'espèces en caisse au 31 mars 1916.

Ce numéraire se trouvait dans les caisses suivantes : Caisse de l'Etat, 292.601.638 fr. 55 ; Caisse de crédit, etc., des employés du ministère des Finances, 170.071 fr. 57 ; Conseils départementaux, 7.088.345 fr. 39 ; Chambres de commerce, 163.759 fr. 91 ; Curatelle des hôpitaux civils, 47.761 fr. 59 ; Caisse des dépôts, etc., 6.856.992 fr. 36 ; Caisse du crédit départemental, commercial et crédit viticole, 3.047.039 fr. 58.

ALLEMAGNE

Banque Impériale d'Allemagne. — Le bilan de la Banque Impériale d'Allemagne, au 30 novembre 1916, accuse, sur celui du 23 novembre, les variations suivantes :

23 novembre 30 novembre Comparaison

	(En millions de marks)		
Encaisse or	2.518	2.519	+
— argent	16	17	+
Billets de l'Empire et bons des Caisses de prêts	282	316	+
Portefeuille d'escompte	8.384	8.076	-
Avances	11	12	+
Portefeuille titres	72	76	+
Circulation	7.127	7.334	+
Dépôts	4.174	3.602	-

Statistique relative aux divers chapitres du bilan de la Banque Impériale d'Allemagne (Millions de marks).

Dates	Encaisse	Billets de l'Empire	Circulation	Comptes courants et dépôts	Portefeuille	Avances	Taux de l'escompte
	Or	Argent					
31 juil. 1914	1.253	275	33	2.909	1.258	2.081	202
7 août 1914	1.478	118	97	3.897	1.879	3.737	226
1916	2.493	18	370	7.230	3.216	7.466	11
7 oct.	2.501	17	340	7.127	3.290	7.479	11
23 —	2.503	17	361	7.034	3.586	7.616	11
31 —	2.506	16	229	7.260	3.458	7.878	14
7 nov.	2.512	16	253	7.246	3.404	7.795	15
15 —	2.517	16	301	7.178	3.933	8.237	14
23 —	2.518	16	292	7.127	4.174	8.384	11
30 —	2.519	17	316	7.334	3.662	8.076	12

(1) Depuis le 7 août, les bons des Caisses de prêts (Darlehenskassenscheine) sont compris au bilan avec les billets de l'Empire (Reichskassenscheine).

La paix allemande. — M. de Bethmann-Hollweg, chancelier de l'Empire, a lu au Reichstag, dans la mémorable séance du 12 décembre, la note ci-après sur les propositions de paix. Cette note, à laquelle se sont associés les gouvernements de Vienne, de Constantinople et de Sofia, a été remise aux divers gouvernements alliés, par l'intermédiaire des pays neutres.

« La guerre la plus formidable que l'histoire ait connue ravage depuis deux ans et demi une grande partie du monde. Cette catastrophe, que les liens d'une civilisation commune plus que millénaire

ont pu arrêter, frappe l'humanité dans son patri莫ne le plus précieux. Elle menace d'envelopper sous ses ruines le progrès moral et matériel dont l'Europe s'orgueille à l'aube du vingtième siècle.

« Dans cette lutte, l'Allemagne et ses alliés, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie, ont fait preuve de leur force indestructible, en remportant des succès considérables sur des adversaires supérieurs en nombre et en matériel de guerre. Leurs lignes irébranlables résistent aux attaques incessantes des armées de leurs ennemis. La récente diversion des Balkans a été rapidement et victorieusement contrecarrée.

« Les derniers événements ont démontré que la continuation de la guerre ne saurait briser leur force de résistance ; la situation générale les autorise plutôt à espérer de nouveaux succès.

« C'est pour défendre leur existence et la liberté de leur développement national que les quatre puissances alliées ont été contraintes à prendre les armes. Les exploits de leurs armées n'y ont rien changé ; pas un seul instant elles ne se sont déparées de la conviction que le respect des droits des autres nations n'est nullement incompatible avec leurs propres droits et intérêts légitimes. Elles ne cherchent pas à écraser ou à anéantir leurs adversaires. Conscientes de leurs forces militaire et économique et prêtes, s'il le faut, à continuer la lutte qui leur est imposée, mais animées en même temps du désir d'arrêter le flot de sang et de mettre fin aux horreurs de la guerre, les quatre puissances alliées proposent d'entrer dès maintenant en négociations de paix.

« Elles sont persuadées que les propositions qu'elles apporteront et qui viseront à assurer l'existence, l'honneur et le libre développement de leurs peuples seraient propres à servir de bases à l'établissement d'une paix durable.

« Si, malgré cette offre de paix et de conciliation, la lutte devait continuer, les quatre puissances alliées sont déterminées à la conduire jusqu'à une fin victorieuse, en déclinant solennellement toute responsabilité devant l'Humanité et l'Histoire. »

Signé : DE BETHMANN-HOLLWEG.

Le gouvernement allemand a prié M. Wilson de communiquer ses propositions à la France et à l'Angleterre, le roi Alphonse XIII de les transmettre au Portugal et à la Belgique, le président de la Confédération helvétique de les porter à la connaissance du gouvernement russe.

Le même jour, le Kaiser a adressé à ses troupes l'ordre du jour suivant :

« Sous l'influence des victoires remportées par votre bravoure, moi et les monarques des trois Etats en alliance avec moi, avons fait à l'ennemi une offre de paix.

« Il n'est pas certain que l'objet vers lequel tend cette offre soit atteint.

« En attendant, vous aurez à continuer, avec l'aide de Dieu, à résister et à continuer à battre l'ennemi.

« Du quartier général principal, le 12 décembre. »

GUILLAUME, empereur-roi.

Le même ordre du jour a été également adressé à la marine impériale, en y ajoutant les mots suivants :

« Cet ordre du jour est aussi adressé à ma marine qui, dans la lutte commune, a fidèlement et efficacement mis en jeu toute sa force. »

Cette manifestation de l'Allemagne en faveur de la paix n'est qu'une grossière manœuvre destinée à relever le moral allemand qui faiblit de jour en jour ; elle a été accueillie comme il convenait par les différents gouvernements de l'Entente. Nous reviendrons d'ailleurs plus longuement sur cet important sujet.

(1293) L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

381

La réorganisation du ravitaillement en Allemagne. — Le ministre de l'intérieur de Prusse a adressé aux sous-préfets du royaume une circulaire, dans laquelle on lit :

« La guerre peut exiger de chacun la tension extrême de ses forces, les derniers efforts. Aucun devoir n'est trop lourd, aucun sacrifice n'est trop grand. Les commodités, le bien-être ne reprendront leurs droits qu'après la guerre. Cela est vrai surtout en ce qui concerne l'alimentation : tout n'a pas encore été fait. Si chaque individu exécute les ordonnances, l'esprit de sacrifice volontaire a ici encore un large but. »

« Les exhortations du maréchal Hindenburg sont connues de nous tous. Il nous incombe de les suivre. Quiconque peut mettre de côté des denrées alimentaires, surtout du lard, de la graisse, du jambon et des saucisses, doit en faire présent, afin de fortifier l'alimentation des ouvriers employés par l'industrie de guerre. »

En conséquence, le ministre de l'intérieur de Prusse, von Löbel, a décidé de créer, dans toutes les villes et dans tous les villages du royaume, des « centrales », où les paysans devront apporter les aliments, la graisse, le beurre et les œufs qui leur seront inutiles pour leur consommation personnelle. Ces « centrales » enverront les vivres ainsi récupérés à des « centrales » de province, qui se chargeront de les distribuer aux ouvriers, sous le contrôle du département de la guerre. Telle est l'organisation complémentaire qui va fonctionner sans retard.

Le président de l'office des céréales de guerre déclare que les Allemands ne doivent pas s'attendre à ce que la paix apporte une abondance de pain et de tous les aliments. Il faut s'attendre, au contraire, à ce qu'en face de la disette générale en Europe, le rationnement sera nécessaire encore pendant des années.

Le général commandant le 10^e corps d'armée à Hanovre a constaté que certains paysans du district de Leer cachaient dans le sol des pommes de terre et semaient du blé par-dessus pour éviter que l'on découvre leur réserve. Lors d'une inspection des approvisionnements dans le district de Meppen, on a découvert 4 millions de kilogrammes de pommes de terre qui n'avaient pas été déclarées aux autorités.

La conscription civile et la presse allemande. — De la *Rheinische Westphälische Zeitung* du 30 novembre

problème par une séparation aussi nette que possible. Sinon, le service civil perdrait aux yeux du peuple toute considération et tout prestige.

On a expressément affirmé que le service civil ne comporterait aucune mesure de contrainte à l'égard des ouvriers ; et on a regardé comme allant de soi que ceux-ci recevraient le salaire correspondant à leur emploi. C'est tout à fait juste, car les ouvriers devront, comme auparavant, vivre et faire vivre leurs familles sur leurs salaires. Mais la même remarque s'applique à toutes les autres personnes assujetties au service auxiliaire ; il faut pourvoir à leur sort de la même façon. Autrement il arrivera que les ouvriers désignés pour le service auxiliaire toucheraient leur salaire entier tandis que les bourgeois employés à titre militaire devraient se contenter de leur prêt ou de leur solde.

Dans l'armée, la question de rétribution et d'alimentation reçoit une solution très démocratique ; en dehors de la nourriture et du logement, il n'y a qu'une solde minimale. Le service civil ne peut être rétribué de cette manière. Que prendra-t-on pour minimum ? Sera-ce la moyenne des salaires locaux ? Etablira-t-on l'unité de salaire, ou des traitements échelonnés ? Maintes autres questions se posent et il ne sera pas facile d'y répondre correctement.

Donc, encore une fois, établissons une séparation nette entre le service armé et le service auxiliaire. Ce doivent être les deux grands rameaux de notre travail de guerre ; mais tandis que l'un consomme, l'autre produit. La force de résistance dépend de la nutrition ; on peut dire que le service auxiliaire national est chargé de la fonction de nutrition. Il ne s'agit pas de rafraîchir, par un vernis de visible idée, l'idée du service obligatoire, mais de donner à la vie une nouvelle idée. Il faut développer le travail personnel, loin de le borner ou de l'exclure. Comme le soldat en campagne, l'homme devant son registre, sa charrue ou son établi, a besoin d'un stimulant à son ambition. Des inégalités, des injustices, seraient loin de jouer ce rôle.

Les pertes matérielles causées par la guerre. — De la *Stuttgarter Neues Tageblatt* : « Bornons-nous aux pertes purement matérielles et essayons d'en apprécier l'étendue. Les crédits accordés par le Reichstag ne donnent que des indications tout extérieures ; ils comportent certaines rubriques qui ne peuvent être considérées comme des pertes au sens économique du mot ; ils en oublient d'autres, qui représentent des pertes certaines. Dans la plupart des cas, la délimitation n'est pas facile à établir ; souvent elle est tout à fait impossible. »

« C'est ainsi que les emprunts ne font pas figurer les destructions auxquelles nos ennemis se sont livrés dans nos territoires momentanément occupés par eux ; ce sont pourtant indubitablement des pertes matérielles. Il en va de même des pertes subies à l'étranger par des citoyens allemands. La plupart des autres pertes se répartissent en deux groupes : 1^{re} les dépenses immédiates pour nos armées, tant sur le front qu'à l'intérieur ; 2^{re} les pertes causées par l'interruption ou la limitation de notre travail en temps de paix.

« C'est naturellement au premier groupe de dépenses que se rapporte la plus grande part des frais exceptionnels assumés par l'Etat. Nous ne pouvons les indiquer d'une façon précise ; au reste, ce serait une erreur de considérer ces dépenses formidables purement et simplement comme des pertes économiques. Étant coupée du reste du monde, l'Allemagne s'est vu forcée de fabriquer elle-même tout ce qui était nécessaire à son armée. Il est vrai qu'elle ne l'a pas fait exclusivement avec des produits indigènes.

« De grands stocks de matières étrangères se trouvaient en Allemagne lorsque commença le blocus ; et, durant la guerre, des quantités considé-

rables en furent importées qui servirent à l'approvisionnement de l'armée. Mais ces produits étrangers furent exclusivement fabriqués par la main-d'œuvre indigène. De la sorte, une grande partie des sommes dépensées par l'Empire sont revenues à la nation, sous forme de salaires, de gains d'entrepreneurs et de commerçants. On ne peut apprécier, que par des approximations grossières, quelle somme a ainsi fait retour au peuple. Selon des avis compétents, cette somme peut comporter la moitié des dépenses de guerre. Mais ce qui est certain, c'est que l'Allemagne est à cet égard dans la situation relativement la plus favorable ; elle est à coup sûr en meilleure posture que les pays ennemis sans en excepter l'Angleterre.

Il est plus difficile d'apprécier en chiffres les pertes qui ressortissent au second groupe. Elles représentent, d'une façon générale, la différence entre les richesses effectivement produites et celles qui l'eussent été en temps de paix. Le professeur Jules Wolf estime que pendant les premiers temps de la guerre la perte a pu s'élever à un tiers du revenu de la nation ; mais il croit qu'elle s'est réduite depuis lors. Il faut faire figurer ici les allocations accordées aux familles des mobilisés. D'une façon générale, les soldats ne peuvent fournir aucun travail, aussi les leurs se trouvent-ils privés du salaire qui les faisait vivre. Les allocations que leur accorde soit l'Etat, soit des particuliers, n'ont aucune contre-partie sous forme de travail. Elles représentent donc une perte économique. Il faut ajouter à cela le chapitre, certainement considérable, des pertes causées par l'arrêt ou la diminution du travail professionnel, et le flétrissement de l'agriculture.

« Nous ne prétendons donc point que cette liste soit complète. Qu'il nous suffise d'avoir indiqué les différentes sortes de pertes qu'il faut classer dans le chapitre des dépenses de guerre, et avec lesquelles la nation allemande aura à compter lorsque la guerre sera finie. Nous ne nous prononcerons donc pas sur les dédommages qu'il serait possible d'obtenir de nos ennemis pour couvrir une partie de ces pertes, mais nous doutons fort que, même dans le cas le plus favorable, ces dédommages puissent encore peser d'un grand poids dans la balance.

« Il ne nous restera donc pas d'autre solution que de prendre à notre propre compte les pertes totales de la nation. On s'est demandé combien de temps il faudrait pour récupérer ces pertes, c'est-à-dire pour ramener notre fortune nationale au niveau où elle se trouvait avant la guerre. Car, en elle-même, une perte ne peut jamais être récupérée et elle ne disparaît d'un bilan d'une nation que si celle-ci parvient à la rejeter sur une autre nation, et seulement si elle la lui fait endosser assez complètement pour n'en pas subir de dommage indirect dans ses relations économiques.

« Un particulier équilibre ses pertes en y consignant ses bénéfices des années suivantes jusqu'à ce qu'il ait ramené sa fortune à l'ancien niveau. On appréciait, avant la guerre, l'accroissement de notre fortune nationale à une somme variant entre 7 et 10 milliards ; il suffirait donc de dix ou douze années pour couvrir les dépenses gigantesques de cette guerre. Mais la chose n'est pas aussi simple. Il est vrai que les intérêts des emprunts de guerre ne représentent pas pour la fortune nationale une perte indéniablement renouvelée, car, à quelques rares exceptions près, les créanciers sont tous les citoyens allemands.

« Par contre, les rentes qu'il faudra payer aux mutilés réduiront pendant des dizaines d'années l'épargne nationale. Mais rien ne nous permet de croire que, dès la conclusion de la paix, la vie économique pourra se rétablir sur le pied où elle se trouvait auparavant, et que nos revenus seront les mêmes qu'autrefois. A l'intérieur, les conditions du

travail se trouveront profondément modifiées, il faudra renouer tous les fils de nos relations économiques qui auront été déchirés. Il n'est pas nécessaire d'admettre que cette guerre sera suivie d'une guerre économique ; mais il ne faut pas oublier qu'il n'y a pas un coin de cette terre qui n'ait subi le contre-coup de la guerre et qui ne doive s'en ressentir encore longtemps.

« Nous croyons devoir nous mettre en garde contre une appréciation par trop optimiste de la situation, bien que de telles appréciations aient été répandues dans le public par des personnes méritant par ailleurs confiance. On nous dit que les autres pays, y compris l'Angleterre, subiront dans leur fortune un bien plus grand recul que l'Allemagne ; souhaitons que ce soit vrai. Mais n'oublions pas que notre situation économique a subi, elle aussi, un recul dont personne, au commencement de la guerre, n'aurait osé prétendre l'étendue.

« Il n'y a rien à changer à cet état de choses ; rien, d'autre part, ne légitime le pessimisme. Nous demandons à voir la situation telle qu'elle est. C'est ainsi que nous découvrirons le plus facilement la voie sur laquelle il faudra nous engager, sitôt que nous pourrons détourner les yeux de l'heure présente et les reporter sur notre avenir. »

NORVÉGE

Relèvement des tarifs des chemins de fer en Norvège. — Un nouveau tarif pour les marchandises vient d'entrer en vigueur sur le réseau des chemins de fer de l'Etat de Norvège. Par rapport à l'ancien tarif, les prix du nouveau comportent une augmentation générale, bien que les anciens prix aient été déjà majorés en 1915.

ETATS-UNIS

Les finances publiques des Etats-Unis. — Dans le rapport annuel qui a été soumis au Congrès, M. Mc Adoo, secrétaire du Trésor, met en évidence la remarquable prospérité dont ont bénéficié les Etats-Unis pendant l'exercice fiscal 1915. C'est ainsi qu'à la date du 1^{er} novembre, le stock d'or, d'argent et de billet, dans le pays, était évalué à \$ 2.700 millions, accusant, pour une période de 16 mois, une augmentation de \$ 715 millions.

« Au 30 juin dernier, les disponibilités du Trésor s'élevaient à \$ 178 millions, chiffre le plus élevé qui ait été atteint depuis 1908. Bien que les recettes courantes soient insuffisantes pour couvrir les dépenses, le secrétaire du Trésor n'en estime pas moins que le solde disponible, au 30 juin prochain, atteindra le chiffre de \$ 115 millions.

« M. Mc Adoo évalue, d'autre part, qu'au 30 juin 1918, les recettes ordinaires s'élèveront à \$ 996 millions, alors que les dépenses atteindront vraisemblablement le chiffre de \$ 1.278.000.000. La raison principale qui permet au secrétaire du Trésor de formuler cette prévision, quant à la décroissance des ressources, est basée sur la réalisation du programme des dépenses concernant l'armée et la marine. Ces dépenses, pour l'année courante, s'élèvent à \$ 126 millions et \$ 80 millions respectivement, alors que pour l'année prochaine elles sont prévues à 170 millions pour l'armée et 197 millions pour la marine.

« M. Mc Adoo ajoute que, malgré la prospérité actuelle des Etats-Unis, et l'accumulation des stocks d'or, l'avenir ne se présente pas sous un jour aussi favorable qu'on est porté à le croire. Le déficit de 1918 est très marqué malgré la création d'une série de nouveaux impôts.

Le relèvement des tarifs des voyageurs et la pénurie de wagons aux Etats-Unis. — On mande de Washington que les Compagnies de chemins de fer de l'Ouest des Etats-Unis viennent d'être autorisées par l'Interstate Commerce Commission à relever leurs tarifs pour les voyages entre Etats, dans une

proportion de 20 à 30 %, qui atteint même 50 % pour certains réseaux. Certains Etats ont également commencé à autoriser ces Compagnies à relever leurs tarifs pour les voyages à l'intérieur de l'Etat.

Rappelons que les tarifs marchandises de toutes les Compagnies de chemins de fer des Etats-Unis ont été relevés, dans ces dernières années, suivant décisions de l'Interstate Commerce Commission.

Ajoutons que la question de la pénurie des wagons a pris de si grandes proportions que ladite Commission s'est décidée à faire une enquête afin d'en découvrir la cause et le meilleur moyen d'y remédier. Les régions souffrent inégalement de l'insuffisance du matériel, en raison du peu d'empressement que montrent les Compagnies disposant du matériel à l'envoyer à des Compagnies voisines ; elles redoutent les conséquences de l'incertitude de la date du retour.

Les Compagnies cherchent à remédier à la situation en augmentant leurs frais de surestarie, actuellement fixés uniformément à \$ 1 par jour par wagon non chargé ou déchargé en 48 heures. A cet effet de nouveaux tarifs, qui entreront en vigueur le 1^{er} décembre, ont été soumis à l'approbation de l'Interstate Commerce Commission. Ces tarifs comportent des charges croissantes, allant de \$ 2 pour le premier jour, à \$ 5 jusqu'au quatrième et les jours suivants. On prétend que la pénurie des wagons est due pour une large part à l'emploi qu'en font les commerçants comme lieu d'entrepôts, vu les frais minimes que comportait jusqu'ici la surestarie.

A une récente séance de la Commission, il a été déclaré que les Chemins de fer américains contrôlent 2.600.000 wagons et que le manque de wagons pouvait être évalué à 60.000. Contrairement à ce qui a été dit, il n'est pas question de mettre un embargo sur le transport de certaines catégories de marchandises. En une seule semaine 15.043 wagons ont été commandés, alors que pendant les dix premiers mois de 1916, 89.323 nouveaux wagons ont été mis en circulation, contre 67.781 pendant les dix premiers mois de 1915.

Revue Commerciale

La situation agricole. — Le ministère de l'Agriculture fait connaître par la note suivante la situation au 1^{er} décembre 1916 :

« Le mois de novembre a été généralement plus chaud, sauf dans la région du sud, où dans la plus grande partie le beau temps a pu se maintenir. A signaler quelques chutes de neige dans quelques départements des régions du nord-est, de l'est et du sud-est.

« Ces conditions météorologiques n'ont pas été favorables à l'exécution des travaux agricoles en cours (transport de fumiers, labours, ensemencements).

« Les céréales d'hiver considérées dans leur ensemble ont bonne apparence.

« Si l'arrachage des racines et tubercules est terminé dans un certain nombre de départements, par contre, il se continue dans quelques autres.

« L'état des prairies est satisfaisant.

« Au vignoble on procéde aux travaux de saison ; la taille est commencée dans quelques départements. »

Nous avons dit que le ministre de l'Agriculture évaluait notre production de blé en 1916 à 58 millions 306.200 quintaux, d'un poids spécifique moyen de 77 kil. 740 à l'hectolitre. L'Association nationale de la meunerie française estime que la récolte n'a pas dépassé 56.991.100 quintaux, d'un poids spécifique de 74 kil. 140 à l'hectolitre.

Le stock à reporter au 31 juillet dernier étant,

selon ses calculs, de 6.850.300 quintaux, nos disponibilités pour la campagne agricole actuelle atteindraient 63.841.400 quintaux. Les besoins étant, de leur côté, évalués à 92.325.600 quintaux, notre déficit serait de 28.484.200 quintaux. Mais on sait que, selon les déclarations du ministre du commerce, nous avons d'ores et déjà acheté à l'étranger toutes les quantités de blé qui nous sont nécessaires.

Les stocks de café. — D'après des renseignements de Rotterdam, les arrivages de café en Europe se sont élevés en octobre dernier à 490.000 sacs contre 813.000 sacs en septembre et 315.000 sacs en août ; 447.000 sacs en octobre 1915, 143.000 en octobre 1914 et 1.303.000 sacs en octobre 1913, non affecté par la guerre.

Les ventes se sont chiffrées par 410.000 sacs contre 491.000 sacs en septembre dernier ; 772.000 sacs en octobre 1915, 804.000 sacs en octobre 1914 et 1.129.000 sacs en octobre 1913.

Au 31 octobre dernier, les stocks d'Europe s'élevaient à 3.937.000 sacs, contre 3.857.000 sacs au 30 septembre 1916. Ils sont en augmentation de 287.000 sacs sur octobre 1915 mais encore inférieurs de 1.500.000 sacs à ceux d'octobre 1914. Le détail de ces stocks en sacs de 60 kilogs s'établit ainsi :

	Octobre		
	1914	1915	1916
Copenhague.....	30.000	49.000	"
Brême*	71.000	10.000	"
Hambourg*	1.126.000	200.000	"
Pays-Bas.....	342.000	336.000	280.000
Angleterre.....	333.000	584.000	676.000
Anvers*	1.018.000	200.000	"
Le Havre.....	2.282.000	1.954.000	2.597.000
Bordeaux.....	40.000	50.000	79.000
Marseille.....	102.000	167.000	305.000
Trieste*	93.000	"	"
Totaux.....	5.437.000	3.550.000	3.937.000

(* Estimés pour 1914, 1915 et 1916).

Les stocks au 31 octobre sont certainement plus importants que ceux mentionnés ci-dessus, car les détails manquent pour Copenhague, Brême, Hambourg, Anvers et Trieste.

Quand à l'approvisionnement visible mondial, il a augmenté de 766.000 sacs, de sorte qu'au 31 octobre 1916, les stocks visibles de café dans le monde entier s'élevaient à 10.588.000 sacs, contre 9.822.000 au 30 septembre dernier ; et d'autre part, 10.476.000 sacs et 10.212.000 sacs respectivement aux 31 octobre 1915 et 1914.

Notons que le message présenté dernièrement au Corps législatif par le président de l'Etat de San Paulo donne au sujet de la récolte 1916-1917 les renseignements suivants :

Stock mondial au 30 juin 1916Sacs	7.400.000
Production de San Paulo et de Minas....	10.000.000
Production de Rio et d'autres Etats....	3.500.000
Production d'autres pays.....	4.500.000
Total.....	25.400.000

La consommation mondiale en 1916-1917 peut être évaluée à 21.500.000 sacs et le stock au 30 juin 1917 ne devra pas dépasser 3.900.000 sacs.

PETITES NOUVELLES

♦♦ L'action du Crédit Foncier conserve son cours antérieur de 700. Dans sa séance du 13 décembre, le Conseil d'administration a décidé la distribution, à partir du 2 janvier, d'un acompte de 12 fr. 50 sur le dividende de l'exercice 1916. Cet acompte peut être touché, dès à présent, sous

escompte, au taux des avances de la Banque de France.

♦♦ Le Crédit Mobilier Français a reçu de la Chambre des Mines du Transvaal un télégramme lui annonçant que le rendement du mois de novembre 1916 a été de 756.370 onces d'or fin pour les mines du Witwatersrand, 26.696 onces d'or fin pour les mines des autres districts, soit un total de : 783.066 onces d'or fin d'une valeur de 3.326.253 livres sterling, contre 792.339 onces d'or fin d'une valeur de 3.365.642 livres sterl. pour le mois d'octobre 1916, qui se décomposaient comme suit : 764.489 onces d'or fin pour les mines du Witwatersrand, 27.850 onces d'or fin pour les mines des autres districts.

D'autre part, le nombre d'indigènes employés par les membres de l'Association relative à la main-d'œuvre au Witwatersrand et par les entrepreneurs a été de : 196.132 dans les mines d'or, 11.118 dans les mines de charbon, 5.928 dans les mines de diamant, soit ensemble : 213.178 indigènes.

♦♦ Nous avons appris avec regret la mort au champ d'honneur du sous-lieutenant pilote aviateur Gustave Laffon, âgé de vingt et un ans, engagé volontaire, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé militaire et quatre fois cité à l'ordre de l'armée.

♦♦ L'Agence Economique et Financière (directeur Yves Guyot) publie tous les mercredis, à compter du 13 décembre, un nouveau Supplément à ses Feuilles de Dépêches consacré aux Mines d'Or et de Diamants.

Marché Financier

Paris, le 14 décembre 1916.

La Bourse, qui avait débuté cette semaine sur d'excellentes dispositions générales, paraît un peu indécise aujourd'hui. On se montre réservé dans l'attente des événements politiques et militaires.

Nos rentes ont fait bonne contenance, et le 5 % en titres libérés à, de nouveau, gagné 10 centimes. Une certaine amélioration est à enregistrer sur les actions de nos chemins de fer ; par contre, le groupe cuprifère est plutôt lourd, et l'Extérieure Espagnole en réaction.

Parmi les derniers cours cotés, nous relevons :

Au Parquet. — Au comptant : 3 %, 61.10 ; 3 1/2 % amortissable, 90 ; 5 % libéré, 88.10 ; 5 % non libéré, 88.85 ; Maroc 1914, 423 ; Ville de Paris, 1904, 315 ; 1912, 230 ; Banque de France, 5.055 ; Crédit Foncier, 700 ; Banque de Paris et des Pays-Bas, 1.010 ; Crédit Lyonnais, 1.148 ; Communales, 1906, 363 ; 1912, 194.50 ; Foncière, 1913, 416 ; Actions Est, 705 ; Nord, 1.285 ; Orléans, 1.020 ; Ouest, 675 ; Paris-Lyon, 961 ; Midi, 900 ; Métropolitain, 836 ; Nord-Sud, 120 ; Suez, 4.051 ; Extérieure Espagnole, 100.70 ; Russe, 1909, 74.50 ; Rio-Tinto, unités, 1.760 ; Briansk, 442 ; Napytle, 376 ; Prodovnik, 418 ; Penna-roya, 2.395 ; Boleo, 990 ; Etablissements Bergougnan, 1.272 ; Montbard-Aulnoye, 415 ; Tréfileries du Havre, 365 ; Est-Asiatique Danois, 5.225.

Marché en Banque. — Au comptant : Cape Copper, 122. — Utah Copper, 699. — Spassky, 51. — Tharsis, 148, 50. — Caoutchouc, 129. — Malacca ordinaire, 120. — East Rand, 20, 50. — Goldfields, 42. — Modderfontein B, 199. — Rand Mines, 98. — Bakou, 1.625. — Toula, 1.372. — Maltzof, 670. — De Beers ordinaire, 346.

L'Administrateur-Gérant : GEORGES BOURGAREL.

Paris. — Imprimerie de la Presse, 16, rue du Croissant. — Simart, imp.